

DrugNet Europe

Observatoire Européen des
Drogues et des Toxicomanies

Lettre d'Information Bimestrielle de l'Observatoire Européen en des Drogues et des Toxicomanies

Mars-avril 2000 • N° 22

ISSN 0873-5387

2^E CONFÉRENCE INTERINSTITUTIONNELLE RELATIVE AUX POLITIQUES EN MATIÈRE DE DROGUES EN EUROPE

Mise en oeuvre de la stratégie de l'UE de lutte contre la drogue



Photo: Commission européenne

Des experts de haut niveau dans le domaine des drogues se sont réunis à Bruxelles les 28 et 29 février au cours de la deuxième conférence interinstitutionnelle relative aux politiques en matière de drogues en Europe, organisée par la présidence portugaise de l'Union européenne, le Parlement européen et la Commission européenne.

Cette conférence visait à débattre des meilleurs moyens de mettre en œuvre les buts établis par la stratégie de l'Union européenne de lutte contre la drogue (2000-2004), approuvée par le Conseil européen à Helsinki en décembre 1999, et de parvenir à un consensus sur les mesures prioritaires.

António Vitorino, Commissaire européen chargé de la Justice et des Affaires intérieures ; Vitalino Canas, Secrétaire d'État à la présidence portugaise et Marietta Giannakou-Koutsikou, Membre du Parlement européen, ont ouvert la conférence.

M. Vitorino a souligné que "la dimension européenne" de la lutte contre la drogue avait pris une large ampleur en cinq ans depuis la première conférence interinstitutionnelle de 1995 sur les politiques en matière de drogues,¹ et ce principalement grâce aux traités de Maastricht et d'Amsterdam et aux efforts de l'OEDT et d'Europol. Il a exprimé son souhait de voir la conférence atteindre ses objectifs, à savoir "mettre en oeuvre la stratégie de l'UE de lutte contre la drogue".

M. Canas a affirmé: "Nous devons très certainement penser à la nécessité de créer, au niveau communautaire, un organisme de prise de décisions et de discussions chargé spécifiquement des problèmes de drogues et de toxicomanie. Celui-ci travaillerait en étroite coopération avec les Conseils de la Justice et des Affaires intérieures et de la Santé, lesquels pourraient, en contrepartie, être invités à élaborer des actions plus efficaces dans le domaine de la drogue, conformément aux dispositions des traités en la matière". M. Canas a déclaré que le moment était venu de réfléchir aux compétences et aux responsabilités de l'OEDT, créé en 1993 en tant qu'organisme exclusivement technique dans un contexte juridique très différent du contexte actuel. "L'OEDT devrait commencer à jouer un rôle pertinent, à savoir appuyer et contribuer à la prise de décision au cœur de l'Union", a-t-il ajouté.

Marietta Giannakou-Koutsikou, au vu des maigres ressources financières allouées aux politiques en matière de drogues aux niveaux national et européen, a regretté le manque d'engagement politique des États membres envers le problème de la drogue. Elle a appelé à ce que des réunions communes soient régulièrement organisées entre les ministres européens de la Santé et de la Justice afin que des actions européennes en matière de drogues soient coordonnées au plus haut niveau politique possible.

Contrairement aux stratégies précédentes, la nouvelle stratégie de l'UE de lutte contre la drogue exige que les actions communautaires en matière de drogues soient soumises à une évaluation au moyen des outils et mesures appropriés.

Le directeur de l'OEDT, Georges Estievenart, a fait appel à "une méthode d'impulsion, de suivi, de contrôle et d'évaluation de la stratégie globale, tout en exploitant les informations au maximum". Il a proposé plusieurs aménagements des structures politiques et juridiques actuellement en place pour lutter contre le problème de la drogue. Parmi ceux-ci, la tenue régulière de réunions entre les coordinateurs nationaux, la Commission européenne, l'OEDT et Europol, en vue d'évaluer les initiatives nationales et communautaires.

M. Estievenart a relevé les défis et accueilli les opportunités présentés par la stratégie. "Son principe directeur", a-t-il ajouté, "est de créer un espace à même de faire progresser nos convergences, permettant de débattre et, si possible, de réduire nos différences".

suite p. 8 ▶

¹ La première conférence interinstitutionnelle sur les politiques en matière de drogues en Europe a été organisée par la présidence espagnole du Conseil de l'UE, le Parlement européen et la Commission européenne et s'est tenue à Bruxelles en décembre 1995.

La communauté gitane et les drogues

Fragilisées par différentes formes et degrés d'exclusion sociale (ex. accès limité à l'enseignement et au travail), les minorités ethniques sont particulièrement vulnérables aux problèmes de drogues et de toxicomanie. Les mesures préventives, telles que les campagnes de prévention, et curatives, telles que les centres de désintoxication à l'œuvre dans les États membres de l'Union européenne, ne sont, par nature, pas ajustées à des groupes spécifiques. Par conséquent, elles ne peuvent pleinement ni atteindre, ni bénéficier à ces communautés.

Depuis 1995, avec le soutien de la Commission européenne, l'association espagnole gitane (*Asociación Secre-*

tariado General Gitano) développe un réseau d'organisations dans six pays de l'Union européenne¹. Celui-ci vise à contribuer à l'adaptation des programmes et des outils de prévention de la toxicomanie aux besoins spécifiques des populations gitanes.

Le 20 janvier 2000, en coopération avec l'organe de coordination drogue espagnol, le Plan national anti-drogues (*Plan Nacional sobre Drogas*), cette association a organisé un séminaire à Madrid intitulé "Población gitana y las drogodependencias" (la communauté gitane et la toxicomanie). Des représentants d'organisations gitanes régionales espagnoles, des autorités locales, et de l'OEDT y ont participé.

Celui-ci visait à partager le savoir-faire et l'expérience en matière de développement d'activités de prévention des toxicomanies dans les communautés gitanes. Le séminaire a mis en évidence, d'une part, le besoin de

sensibiliser les structures sociales et sanitaires générales de l'Espagne aux besoins spécifiques des gitans et, d'autre part, l'importance d'impliquer les membres de cette communauté dans des stratégies préventives.

Philippe Roux

¹ Espagne, Finlande, Grèce, Italie, Portugal et Royaume-Uni.



Illustration: Tiago Patrão

Pour plus d'informations, contactez: Pedro Puente Fernandez, Asociación Secretariado General Gitano. Calle Antolina Merino, 10, E-28025 Madrid, Espagne. Tél.: ++ 34 91 422 09 60. Fax: ++ 34 91 422 09 61. E-mail: gitanos@asgg.org. Internet <http://www.asgg.org>.

NOUVEAU! PROJETS DE RÉDUCTION DE LA DEMANDE DE L'OEDT

Lignes directrices d'évaluation pour le travail de terrain

2

A la suite de son étude réalisée en 1999 sur le travail de terrain effectué auprès des consommateurs de drogue en Europe ("Outreach work among drug users in Europe"), l'OEDT a mis sur pied un nouveau projet visant à promouvoir et à améliorer l'évaluation de ces activités. Le travail de terrain nécessite

un type particulier d'évaluation, étant donné l'accès difficile à ses groupes cibles et à son environnement.

Les contractants – le *Centre for HIV/AIDS and Drugs Studies* (Edimbourg) et l'université d'Amsterdam – établiront des lignes directrices dans le cadre de la stratégie globale de l'OEDT pour fournir des outils d'évaluation aux professionnels de la réduction de la demande. Ils étudieront également la façon de faciliter la collecte des données et d'améliorer les possibilités de formation et de coopération. Le projet, lancé en février, prendra en compte les conclusions de l'étude précédem-

ment réalisée sur le travail de terrain. Les résultats sont attendus en automne.

¹ Les résultats ont été publiés dans le n° 2 de la série *Insights* de l'OEDT. ISBN : 92-9168-062-1



Contrôle des pilules

Le contrôle sur place des pilules dans l'Union européenne (*on-site pill-testing interventions in the European Union*) est le deuxième projet de l'OEDT, lancé en février. Les contractants – *Verein Wiener Sozialprojekte* et *Check-It* (Vienne) – dresseront un inventaire des programmes de contrôle sur place des pilules existants et examineront leurs: objectifs; indicateurs d'évaluation; groupes cibles;

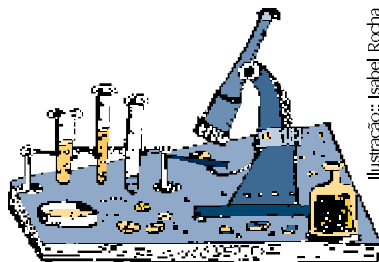


Illustration: Isabel Rocha

méthodes; potentiels; et pièges¹. Le but ultime de ce projet est, d'une part, d'évaluer la possibilité d'associer des mesures de prévention et de réduction

des risques au contrôle des pilules (par ex. dans les discothèques et les raves), et, d'autre part, canaliser les informations produites par l'OEDT en vertu de l'Action commune sur les nouvelles drogues synthétiques vers ce type de pratique de réduction de la demande. Les résultats de l'étude sont attendus à l'automne.

Gregor Burkhardt

¹ Parmi les organisations appliquant des programmes de contrôle des pilules, citons: le *Dutch Information Monitoring System*; *Eve and Ra ve* (Allemagne); *Médecins du Monde* (France) et *Modus Vivendi* (Belgique).

LE CENTRE FAIT APPEL AUX "MÉDIAS JEUNES"

Identifier les sources de données, nouvelles ou peu développées, qui puissent aider à découvrir et comprendre les derniers schémas de consommation de drogue en Europe, est l'un des objectifs actuels de l'OEDT et pourrait à l'avenir donner lieu à des programmes de lutte contre la drogue plus opportuns, efficaces et ciblés ainsi qu'à des réponses politiques.

Ces dernières années, les faits avant-coureurs de deux tendances principales en matière de drogues (l'apparition de l'ecstasy et l'augmentation du nombre de fumeurs d'héroïne) ont été reportés dans la presse des jeunes, de la mode et de la musique ("médiats jeunes"). Ces faits sont intervenus bien avant que des sources d'information spécialisées dans les drogues aient commencé à faire état de ces tendances. L'attention s'est alors portée sur la profusion des données disponibles en la matière.

En février 2000, l'OEDT a lancé une étude de faisabilité¹ sur l'utilisation de références facilement accessibles relatives à la consommation de drogues dans les médias jeunes afin de développer des indicateurs indirects "à la pointe" de nouveaux schémas de consommation de drogues.² Ces indicateurs pourraient permettre de collecter et d'appréhender les données relatives aux nouvelles tendances beaucoup plus rapidement que par le passé, et ce dans le contexte des jeunes et de leur mode de vie. Les sources utilisées pour l'étude pourraient inclure des magazines et des brochures sur la musique, la mode ou les jeunes, ainsi que des sites Internet et des programmes radio et TV dans l'Union européenne.

L'étude vise principalement à analyser la relation entre des médias jeunes spécifiques et la consommation actuelle de drogues. Comprendre cette relation constitue un réel défi et explique sans nul doute pourquoi les chercheurs en matière de drogues n'ont pas systématiquement utilisé les médias jeunes par le passé. En effet, si un type de média peut indiquer l'existence d'une nouvelle tendance en matière de consommation de drogues, un autre pourrait, par inadvertance, la promouvoir.

L'étude tiendra compte du fait que l'objectif des médias jeunes est de divertir et que, par conséquent, la fiction qu'elle gère n'a aucun rapport avec les événements empiriques. Les résultats sont attendus en automne.

Deborah Olszewski

¹ Contractant : Gruppo Abele, Italie.

² "À la pointe" signifie situé au premier plan d'une nouvelle tendance. Voir DrugNet Europe n°20.



Médias concernant les jeunes, la musique et la mode : sources d'indicateurs à la pointe de la consommation de drogues ?

LIRE



Organe international de contrôle des stupéfiants Rapport annuel sur la situation mondiale de la drogue en 1999

Le dernier rapport annuel de l'Organe international de contrôle, des stupéfiants (OICS) a paru le 23 février. Il traite, notamment, de la question de fournir des stupéfiants à des fins médicales de manière licite et appropriée, en particulier dans les pays en développement. Dans un monde où la toxicomanie illicite est de plus en plus répandue, l'OICS basé à Vienne s'inquiète du fait que les personnes qui pourraient grandement bénéficier des drogues, comme les patients cancéreux en phase terminale, n'aient pas accès aux analgésiques communs tels que la morphine et autres opiacés. Il souligne que les pays en développement souffrent d'un manque d'analgésiques alors que les pays développés connaissent un problème de surconsommation de médicaments.

Par conséquent, l'OICS insiste auprès des gouvernements pour qu'ils adoptent une approche souple et plus humanitaire, basée sur un système fonctionnel de gestion de distribution de drogues, lequel assurerait également l'accès à des drogues contrôlées à des fins médicales, en particulier dans les pays en développement et dans certaines situations telles qu'une urgence humanitaire. Les autres problèmes évoqués dans le rapport sont notamment : la consommation croissante de cannabis chez les jeunes et l'accroissement de l'usage et du trafic de stimulants du type amphétamine en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Publié par : Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS). Des informations générales sur les travaux de l'OICS peuvent être consultées sur le site <http://www.incb.org>. **Adresse :** INCB, Vienna International Centre, Room E-1339, PO Box 500, A-1400 Vienne, Austria. Tél. : ++ 43 1 26060. Fax : ++ 43 1 26060/5867/5868. **E-mail :** secretariat@incb.org. • **Date :** Période couverte, 1999. Publié le 23 février 2000. • **Langue :** anglais, espagnol, français. • **Prix :** 20 USD + 12 USD de frais d'envoi. Peut être téléchargé à partir du site <http://www.incb.org>. • **ISBN :** 92-1-148123-6. • **Les volumes peuvent être commandés auprès de :** l'Offices des publications des Nations unies à Genève (Tél. : ++ 41 22 917 2614 ou E-mail : unpubli@unog.ch) ou à New York (Tél. : ++ 1 212 963 8302 ou E-mail : publications@un.org).

L'OEDT est chargé de la sélection des ouvrages de cette rubrique et du texte présenté. Toutefois, le contenu des ouvrages et les opinions qu'ils expriment relèvent de la responsabilité des auteurs eux-mêmes.



L'OEDT ET SES PARTENAIRES

L'OEDT et l'OMS en passe de signer un protocole d'accord

Un projet de protocole d'accord, définissant dans les règles la coopération entre l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'OEDT, a été approuvé par le conseil d'administration de l'Observatoire lors de sa réunion du 12 au 14 janvier. La cérémonie de signature officielle du protocole se tiendra en mars.

Cet accord aidera les deux organisations à améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des données existantes en matière de drogues ainsi qu'à développer et à promouvoir les méthodes de comparaison de données.



Il leur permettra également de mieux coordonner leurs efforts dans les buts suivants :

- utiliser les informations disponibles de manière optimale ;
- améliorer la qualité de leurs rapports respectifs ;
- utiliser efficacement les ressources ;
- développer des synergies dans la planification et la coordination de leurs activités ;
- échanger des informations sur les problèmes d'intérêt commun ;
- éviter les doubles emplois.

Après la conclusion de l'accord, des projets communs concrets de coopération seront définis par les deux organes. Le protocole d'accord sera établi conformément aux statuts de l'OMS et au règlement fondateur de l'OEDT.

Ignacio V zquez Molin

Sommet international pour le contrôle des drogues 2000

Le directeur de l'OEDT, Georges Estievenart, a participé au sommet international pour le contrôle des drogues 2000, qui s'est tenu les 8 et 9 février à Washington DC. Ce sommet a été organisé par la Chambre des représentants américaine conjointement avec le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID).

Ce sommet, dont la portée était régionale et mondiale, a offert aux participants de l'Union européenne, du Canada, du Japon et des États-Unis, l'opportunité d'entamer un dialogue stratégique sur les problèmes de drogues internationaux croissants. Les tables

rondes ont porté sur la demande de drogues et la répression, ainsi que sur les dernières tendances relatives à la production illégale, au trafic, à la consommation de drogues et au blanchiment d'argent. Les orateurs comptaient notamment : l'ancien premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto ; le directeur de l'Office of National Drug Control Policy de la Maison-Blanche (politique nationale de contrôle des drogues), Barry R. McCaffrey ; le directeur du PNUCID, Pino Arlacchi ; et Sir Jack Stewart-Clark, ancien Membre du Parlement européen.

Georges Estievenart a participé à la table ronde relative aux problèmes de la demande. Il y a présenté les dernières données sur les actions de réduction de la demande au sein de l'Union européenne telles qu'elles sont exposées dans le *Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne* du Centre.

Ignacio V zquez Molin

4e conférence internationale de l'ERIT

La Fédération européenne des intervenants en toxicomanie (ERIT) a organisé sa 4^e conférence internationale à Porto (Portugal) du 3 au 5 février sous les auspices de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne. Intitulé "Use, harm and addiction: working towards multicultural practices" (consommation, risques et toxicomanie: vers des pratiques multiculturelles), l'événement a été parrainé par la Commission européenne et le gouvernement portugais.

Plus de 1 400 professionnels de 24 pays ont participé à la conférence, y compris des représentants de l'OEDT. Le dense programme comprenait quelque 160 présentations couvrant tous les aspects des réponses apportées aux problèmes liés aux drogues.

La conférence a adopté une déclaration finale qui recommandait, entre autres, que les politiques européennes en matière de drogues tiennent compte "des spécificités européennes" (respecter la diversité culturelle des populations) et des réalités fondamentales telles qu'elles sont retransmises, entre autres, par des associations de professionnels.

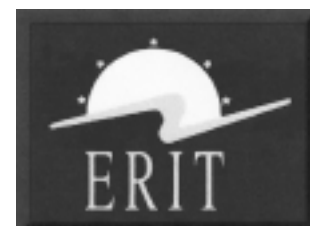
Le premier ministre portugais, António Guterres, a clôturé la conférence en plaidant pour une approche globale et intégrée du phénomène de la drogue.

Un nouveau conseil d'administration de l'ERIT a été nommé lors de cette conférence et M. Roberto Bosi (Italie) a été élu nouveau président de l'association.

Philippe Roux

Des informations détaillées sur le programme d'activités de l'ERIT et sur la conférence susmentionnée sont disponibles sur le site Web de l'ERIT à l'adresse suivante : <http://www.erit.org/theporto%20dec.htm>

Pour toute demande complémentaire envoyez un e-mail à info@erit.org





LES ORGANES STATUTAIRES DE L'OEDT

Conseil d'administration

Le conseil d'administration de l'OEDT tiendra sa 19^e réunion le 3 mars à Lisbonne. Elle portera entièrement sur les résultats d'une récente évaluation de l'Observatoire réalisée par des consultants externes. Le conseil discutera des conclusions et des recommandations par les consultants et prendra des décisions sur les mesures nécessaires à prendre.

L'OEDT est l'une des premières des 11 agences décentralisées de l'Union européenne à avoir fait l'objet d'une évaluation externe, à la demande de la Commission européenne et du conseil d'administration de l'OEDT, en janvier 1999.

La prochaine réunion du conseil d'administration se tiendra à Lisbonne du 6 au 8 septembre 2000.

Kathleen Hernalsteen

Comité scientifique

Le comité scientifique de l'OEDT tiendra sa 13^e réunion à Lisbonne les 16 et 17 mars. Les discussions devraient porter sur les résultats de la récente évaluation externe de l'Observatoire ainsi que sur les conclusions d'une évaluation technique des mécanismes visant à mettre en œuvre l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques de 1997.

Le groupe de pilotage du Comité sur les nouvelles drogues synthétiques ainsi que ses deux sous-comités chargés d'élaborer des indicateurs de qualité pour les études épidémiologiques et de réduction de la demande se réuniront le 16 mars.

Lena Westberg

OEDT/Europol : rapports communs en cours d'élaboration sur la kétamine et le GHB

Des rapports communs sur la kétamine et le GHB (Gamma-hydroxybutyrate), fruit d'un échange d'informations entre l'OEDT et Europol, sont en cours de préparation en vertu de l'article 3 de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques.

Ce processus préliminaire de collecte d'informations, couvrant les 15 États membres de l'Union européenne, a débuté à la demande du groupe horizontal "Drogues" du Conseil de l'Union européenne en septembre 1999. Une fois achevés, ces rapports seront soumis au groupe horizontal "Drogues" pour examen.

Lena Westberg



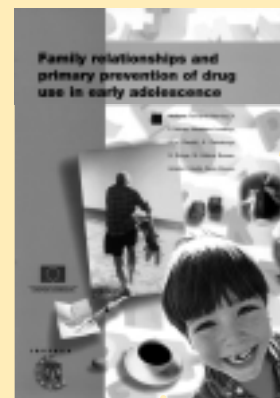
FORUM *en direct de l'Union européenne*

Le réseau européen IREFREA (Institut de recherche européenne sur les facteurs de risque chez l'enfant et l'adolescent)¹ a publié les conclusions de son projet FARPA² mené à bien en 1997 et 1998 sur le rôle de la famille en phase de prévention primaire de la toxicomanie. Le projet, financé par la Commission européenne, comprend des échantillons d'études menées dans quatre grandes villes européennes : Coimbra (Portugal), Madrid (Espagne), Modène (Italie) et Lyon (France).

Le projet a évalué la dimension familiale des facteurs de risque et de protection liés à l'abus de drogue, en vue d'améliorer la planification et la mise en œuvre d'interventions de prévention primaire. Un des facteurs de risque particuliers identifiés dans l'étude, qui sont d'une

importance pratique pour les programmes de prévention, est la permissivité des parents envers la discipline et l'indulgence envers des comportements antisociaux. Un des facteurs de protection spécifiques est l'autorité des parents, que l'étude distingue de la sévérité ou de la rigidité parentale. L'importance des facteurs familiaux systémiques dans le domaine de la prévention de la toxicomanie est confirmée par le projet, malgré leur impact limité pendant l'adolescence en raison de l'influence des pairs et de caractéristiques individuelles.

Ce projet démontre le changement d'orientation de l'IREFREA vers une recherche plus pratique et basée sur l'intervention, qui peut être directement utilisée pour concevoir, adapter et évaluer les programmes de prévention. Les résultats, publiés en 1999, sont bien accueillis par des praticiens de réduction de la demande.



¹ IREFREA est un réseau européen chargé de promouvoir et d'enquêter sur la prévention primaire de différents types de "malaises juvéniles" ainsi que sur l'étude de facteurs de risque et de protection.
² Consommation de substances - facteurs familiaux, de risque et de protection au cours de l'adolescence.

La publication *Family relationships and primary prevention of drug use in early adolescence* (relations familiales et prévention primaire de la consommation de drogues au début de l'adolescence) est disponible gratuitement en anglais (+ 10 euros pour frais d'envoi) auprès de l'IREFREA Espagne, Ramblas 14 (2-3) 07003 Palma de Mallorca, Espagne. Tél. : ++ 34 971 727434. Fax : ++ 34 971 213306. E-mail : irefrea@correo.cop.es ISBN : 84 605 9902-7. Téléchargeable à partir de l'adresse suivante : <http://www.irefrea.org>. Coordinateur de la recherche, Fernando Mendes (Coimbra).

Gregor Burkhardt

Nouvelle stratégie espagnole sur les drogues (2000–2008)

Le 17 décembre 1999, le Conseil des ministres espagnol a adopté une nouvelle "stratégie nationale sur les drogues 2000–2008", fruit d'un consensus entre les mouvements sociaux et politiques du pays.

Cette stratégie vise à répondre aux besoins actuels et aux défis futurs posés par le phénomène de la drogue et se fonde sur l'expérience et les connaissances acquises en Espagne depuis 1985, année de création de son premier organe de coordination sur les problèmes de drogues, le Plan national anti-drogues (Plan Nacional sobre Drogas).

Les priorités établies par la stratégie pour les années à venir comprennent: la prévention de l'abus de drogue; l'adaptation aux nouvelles réalités des réseaux d'aide aux toxicomanes; le renforcement des programmes de réinsertion sociale pour toxicomanes; et le développement d'activités de formation et de recherche spécifiques au domaine des drogues. Des interventions préventives seront principalement mises en place au niveau des écoles, de la famille, de la communauté et des

médias. Des actions visant à réduire les risques liés aux drogues sont également envisagées dans le cadre de la politique de réduction de la demande.

Dans le domaine de la réduction de l'offre, la stratégie appelle à un renforcement de l'office national des stupéfiants (*Oficina Central Nacional de Estupefacientes*) en tant qu'organe de coordination centralisé. En outre, en vue de mieux former les services espagnols de répression à lutter contre le trafic de drogues, elle propose d'établir un observatoire national chargé d'étudier l'utilisation des nouvelles technologies de l'information (ex., téléphones numériques, Internet) par les trafiquants de drogue. L'établissement de normes juridiques est également recommandé contre le trafic et la consommation de drogues illégales, tout comme les opportunités commerciales et économiques saisies par les organisations criminelles.

Enfin, en matière de coopération internationale, la stratégie encourage la participation active de l'Espagne à tous les colloques internationaux traitant du phénomène de la drogue, sans préjudice des relations bilatérales.

Camilo Vazquez Bello,
Plan Nacional sobre Drogas, Espagne

Tél. : ++ 34 91 537 27 25. Fax : ++ 34 91 537 26 95.
E-mail : cvazquez@pnd.mir.es. La Stratégie est disponible en espagnol à l'adresse suivante : <http://www.mir.es/pnd>

DRUGS - LEX

**Nouveau! CD-ROM : Textes de loi de
l'UE relatifs aux drogues**



L'OEDT a récemment publié son premier CD-ROM, *European Union Legal Texts on Drugs* (Textes de loi de l'Union européenne relatifs aux drogues). Ce CD-ROM contient plus de 200 textes juridiques clés publiés par les institutions communautaires en réponse au phénomène de la drogue, ainsi que les conclusions des principales réunions européennes relatives aux problèmes de drogues.

Le CD-ROM, né en réponse à l'intérêt croissant porté à la législation et aux politiques européennes en matière de drogues, donne aux États membres de l'Union européenne, aux autres institutions, aux spécialistes dans le domaine des drogues et au grand public, un aperçu pratique des stratégies

et des politiques communautaires en matière de drogues. Il contient aussi la législation connexe adoptée depuis la fin des années 80.

Ce produit spécialisé, au format convivial et accessible, est une réserve d'informations utiles pour toutes les personnes intéressées par la situation des drogues au sein de l'Union européenne.

CD-ROM : *European Union Legal Texts on Drugs*. Disponible en anglais • ISBN : 92-828-2641-4 • 70 EUR. Pour le commander, des informations sont disponibles à l'adresse suivante : http://www.emcdda.org/publications/publications_ordering.shtml.



PUBLICATIONS DE L'OEDT



Nouvelles publications :

- CD-ROM de l'OEDT : *European Union Legal Texts on Drugs*.
- *General Report of Activities 1999* (anglais).

Prochainement :

- *Rapport général d'activités 1999* (français, allemand).
- *Understanding and Responding to Drug Use : The Role of Qualitative Research*, série *Monographies scientifiques*, n° 4 (anglais).

De plus amples informations sur les publications de l'OEDT et sur la façon de commander les titres sont disponibles sur le site Web à l'adresse suivante:

<http://www.emcdda.org/publications/publications.shtml>.

R unions REITOX

L'OEEDT et les responsables des Points focaux REITOX se réuniront à Lisbonne les 9 et 10 mars. Les points importants à l'ordre du jour sont le Programme de travail 2000 de l'Observatoire et ses perspectives à moyen terme pour les trois prochaines années. Des ateliers seront également organisés. Leur but : établir des critères pour évaluer les *Rapports nationaux* et recevoir un retour d'informations sur ceux-ci, et discuter des sujets particuliers relatifs au *Rapport annuel* 2001 de l'OEEDT (coordination en matière de drogues dans les États membres de l'Union européenne ; cocaïne ; et maladies infectieuses).

Comme il est d'usage depuis 1999, l'événement sera précédé par une réunion des seuls Points focaux, au cours de laquelle les représentants aborderont des questions d'intérêt commun.

Nouveau groupe de travail REITOX

Un "groupe de travail REITOX" a été récemment constitué à l'OEEDT pour améliorer la liaison entre l'Observatoire et le réseau. Ce groupe, composé de représentants de chaque département de l'Observatoire, a été créé afin d'assurer une pleine collaboration dans la préparation des lignes directrices, des rapports et autres tâches. Des membres du groupe veilleront également à établir une communication rapide et efficace entre leur département respectif et les Points focaux nationaux – via le département de coordination REITOX.

Roger Lewis

Aide aux prisonniers toxicomanes de l'Union européenne

Une étude de l'OEEDT relative aux actions d'aide aux prisonniers toxicomanes de l'Union européenne, débutée en décembre 1999, examine des questions aussi diverses que l'accès aux centres d'aide aux toxicomanes et au suivi médical, la formation du personnel et les populations spéciales.* *The European Network of Drug and HIV/AIDS Services in Prison* (ENDHASP) a déjà mobilisé ses membres afin d'apporter des informations pertinentes à cette étude. Entre-temps, des représentants des ministères de la Justice des États membres ont été contactés pour dresser une image officielle des

mesures d'aide aux prisonniers toxicomanes.

Les personnes désireuses de participer ou de contribuer à l'étude sont priées de contacter Petra.Paula.Merino@emcdda.org.

Les résultats de l'étude doivent être présentés à plus de 300 participants lors de la 4^e conférence européenne sur les services dispensés aux toxicomanes et aux sidéens en milieu carcéral, laquelle sera organisée par l'ENDHASP en octobre 2000.

Petra Paula Merino

* Voir DrugNet Europe n° 21.

suite de la p. 1

Cinq sessions de travail ont traité des points suivants :

- la loi et son application dans l'Union européenne ;
- la prévention – réduction de la demande, réduction des conséquences néfastes de l'abus de drogue et outils d'évaluation ;
- les drogues synthétiques et leurs précurseurs chimiques ;

- la prévention – réduction de l'offre et du trafic, lutte contre le blanchiment d'argent, contrôle des précurseurs ; et
- la coopération internationale.

Les organisateurs soumettront les conclusions de la conférence au groupe horizontal "Drogues" pour discussion et suivi dans les semaines à venir. Les recommandations et propositions seront alors soumises à examen et mise en application au sommet européen prévu au Portugal en juin, au terme de la présidence actuelle.

Calendrier de l'OEEDT

2 mars – r union du groupe de travail du conseil d'administration de l'OEEDT, Lisbonne.

3 mars – r union du conseil d'administration de l'OEEDT, Lisbonne.

6–15 mars – 43^e session de la commission des stupéfiants, Vienne.

16–17 mars – r union du comité scientifique de l'OEEDT, Lisbonne.

30–31 mars – 4^e r union de coordination EDDRA, Lisbonne.

7–8 avril – r union sur l'étude de faisabilité relative à l'utilisation des médias jeunes comme source de données, Lisbonne.

27–28 avril – r union du groupe d'experts chargé de la prévalence des drogues, financé par le RSEF, Barcelone.

Autres r unions

10–12 mars – action internationale contre les drogues illégales, Ditchley Park, Oxfordshire.

5 avril – 8^e minaire sur l'abus de drogues, ministre anglais des Affaires intérieures, Londres.

7 avril – "Reducing harm from alcohol and drugs : making the research, policy and practice connections", conférence pour le 10^e anniversaire du Centre for Research on Drugs and Health Behaviour, Londres.

9–13 avril – 11^e conférence internationale sur la réduction des dommages liés aux drogues, Jersey.

27–29 avril – conférence sur la réduction des risques de la drogue, Generalitat de Catalunya, Barcelone.

R unions de l'UE s'lectionn es

23 mars – groupe horizontal "Drogues", Bruxelles.

12 avril – groupe horizontal "Drogues", Bruxelles.

diteur Officiel : Office des publications officielles des Communautés européennes • Propriétaire : Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanes, Rua da Cruz de Santa Apolónia, 23-25, PT-1149-045 Lisbonne • Directeur : Georges Estevenart • Rédactrice/coordinatrice : Kathy Robertson • Traduction : Centre de Traduction des Organes de l'Union Européenne • Impression et mise en page : Crometipo, Artes Gráficas, Lda • Conception graphique : Carlos Luis Design de Comunicação, Rua Elias Garcia N°5, 3^o-E, Cacilhas, 2800-279 Almada • ISSN - 0873-5387 DrugNet Europe • Edit au Portugal • TD-AA-00-001-FR-C • Papier non chloré.